

Le mirage du modèle turc

Dr David Bensoussan

L'auteur est professeur de sciences à l'Université du Québec

L'actuel premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan fut emprisonné à l'âge de 16 ans pour avoir récité dans une mosquée un poème de Ziya Gökalp incluant ce passage : « Les minarets seront nos baïonnettes, les coupoles nos casques, les mosquées seront nos casernes et les croyants nos soldats ». Durant sa campagne à la mairie d'Istanbul en 1994, Erdogan s'est déclaré être un « serviteur de la Charia. » Bien des observateurs préférèrent ignorer ces propos, préférant vanter l'islamisme modéré exemplaire de la Turquie. Peu d'entre eux estimaient alors voir la Turquie sombrer dans une dictature idéologique, convaincus qu'ils étaient de ce qu'Erdogan devait « obligatoirement » diluer ses convictions profondes suite au réalisme qui devrait « normalement » accompagner l'accession au pouvoir de son parti, l'AKP.

L'Europe félicita la mouvance démocratique de la Turquie, considérant que la toute-puissance des généraux constituait un frein à l'éventuelle adhésion de ce pays à l'Union européenne. Or l'Europe se prononça assez brutalement contre l'adhésion de la Turquie, à commencer par le président français Sarkozy qui déclara que ce pays n'avait pas sa place dans l'Union européenne. La Turquie se concentra alors sur le développement de relations privilégiées avec le Proche-Orient et l'Asie. Erdogan salua le Printemps arabe et admonesta les dirigeants en place, les incitant à « écouter leur peuple. » La Turquie participa à l'intervention armée en Libye, proposa des accords bilatéraux importants à l'Égypte, appuya le Hamas à Gaza et les rebelles de Syrie. Or le pouvoir syrien se montra

plus coriace que prévu et les retombées économiques espérées avec les pays arabes déstabilisés ne se concrétisèrent pas.

Au fil des ans, le « modèle turc » devint de moins en moins attrayant. Après les généraux, ce fut au tour des journalistes libéraux d'être emprisonnés. Au niveau de la liberté de presse, la Turquie est aujourd'hui classée au 154^e rang (sur 179 pays) par *Reporters sans frontières*. À titre d'exemple, alors que CNN montrait des dizaines de milliers de manifestants à la place Taksim, la version turque de CNN faisait passer un documentaire sur les manchots de l'Antarctique ! Des mesures d'islamisation rampantes furent prises : relaxation des lois sur le port du voile islamique ; tentative de réduction du délai légal pour avorter ; tentative de loi visant à criminaliser l'adultère ; interdiction gouvernementale d'un rassemblement célébrant la fête nationale sur l'ancienne place du parlement à Ankara en octobre 2012 ; condamnation à 13 mois de prison d'un intellectuel ayant critiqué le prophète Mahomet ; arrêt de vente de boissons alcoolisées la nuit. La revalorisation de la gloire passée de l'Empire ottoman alla jusqu'à exalter devant des audiences de jeunes turcs l'illustre bataille de Manzikert au cours de laquelle les Turcs seljuks défirent les chrétiens byzantins en 1071.

Pourtant, le parti d'Erdogan fut réélu avec une majorité de 50 % aux élections législatives en 2011, ce qui le dispensa de tout accommodement avec des partis d'opposition. Durant la campagne électorale, Erdogan vanta la performance économique de la Turquie, 17^e puissance économique du monde. Peu de personnes prêtèrent alors attention aux dessous de ce succès économique dû en partie à l'infusion de prêts à court terme consentis essentiellement par les émirats du Golfe en 2009 et qui atteignirent 115 milliards en 2012. Or, la dette extérieure à court terme augmente de 30 % par an (augmentation moyenne de 19% durant les 7 dernières années) et fragilise l'économie. La dette publique est de l'ordre de 80 % du PIB

et le déficit de la balance commerciale est estimé à 10% du PIB. La dette des consommateurs turcs augmente annuellement de 40 % (augmentation moyenne de 24 % durant les 7 dernières années) alors que les dépenses des consommateurs augmentent de 5% et l'inflation gravite autour de 7 %. Le taux de croissance prodigieux du PIB à partir de 2010 est maintenant revenu à un niveau inférieur à celui de 2008. Seule une plus grande expansion des exportations pourrait remédier à la situation actuelle. Or, le ralentissement des économies d'Europe et de Russie, de même que l'instabilité qui prévaut dans bien des pays arabes, ont rétréci les marchés d'exportation turcs. Le miracle économique turc est encore en sursis.

Sur la scène internationale, Erdogan a tenté de s'imposer partout, avec un succès plus que mitigé : attaques répétées et démesurées contre Israël qui lui valurent des réserves sérieuses de la part des leaders européens ; tentative - avortée - de servir d'intermédiaire pour résoudre le problème de la prolifération de la technologie nucléaire iranienne ; soutien systématique du Printemps arabe et, pour ce qui est de la crise syrienne, la Turquie doit composer aujourd'hui avec l'afflux des réfugiés syriens lequel mécontente grandement les populations frontalières. Elle doit aussi trouver sa place entre l'Arabie saoudite qui soutient les salafistes ; le Qatar qui finance les Frères musulmans ; l'Iran qui appuie le Hezbollah libanais et le régime syrien ; la Russie et la Chine qui soutiennent le pouvoir syrien et l'Occident qui ne finit pas d'hésiter d'appuyer des rebelles syriens de peur que ces derniers ne finissent par être dominés par des extrémistes musulmans, ce qui pourrait engendrer ultérieurement un problème majeur. L'incertitude qui prime à l'heure actuelle n'augure rien de bon pour l'économie turque dont la performance fut l'atout majeur du succès électoral de l'AKP en 2011.

On pourra noter que le conflit syrien débuta avec une simple manifestation d'adolescents et une répression démesurée. Au parc

Gezi d'Istanbul, la répression policière devant la revendication écologique fut également démesurée, ce qui déclencha l'expression ouverte de la frustration des mécontents turcs dont les libéraux. Défiant, Erdogan a affirmé pouvoir réunir un million de manifestants ce qui, selon lui, n'anéantirait la contestation en cours. Actuellement, Erdogan se donne le crédit d'une paix (prématurée ?) avec la rébellion kurde et cherche à établir un changement constitutionnel pour établir un régime présidentiel en Turquie, lequel prendrait effet lorsqu'il aura complété son second mandat de premier ministre en 2015.

Après une longue période de silence, la contestation politique devant la dégradation des libertés s'est enfin déclenchée.